

EXTRAIT
Du registre des décisions du bureau de la Communauté

DB 2020-010 : CONVENTION DE SERVICE RELATIVE AU SERVICE EXTRANET DE CONSULTATION DES RESSOURCES POUR LA PRESTATION DE SERVICE UNIQUE ENTRE LA CAISSE DE LA MSA GRAND SUD ET LA CCPA

Le 5 mars 2020, le Bureau dûment convoqué par le Président, le 27 février 2020, s'est réuni au siège de la Communauté de communes à QUILLAN

ETAIENT PRESENTS : Francis SAVY ; Jacques GALY ; Jean-Jacques AULOMBARD ; Richard ASSENS, Christian MAUGARD ; Jean-Michel MICHEZ ; Daniel LEFEBVRE ; Pierre CASTEL ; Jacques SIMON ;

EXCUSES : Marcel MARTINEZ, Gilbert SIMON, Jean-Pierre ESPOSITO, Alfred VISMARA ; Georges REVERTE

La prestation de service unique (PSU) a été mise en place, conformément au décret, 2000-762 du 1^{er} aout 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique pour financer les établissement et services d'accueil des jeunes enfants et réduire en conséquence la participation des familles.

Le principe général de la PSU est de garantir à la structure d'accueil du Jeune Enfant (AJE) gestionnaire un montant de financement à l'heure d'accueil de l'enfant, montant qui comporte la participation de la de la Caisse et la participation de la famille.

La structure AJE ou la collectivité territoriale gestionnaire effectue le calcul de la participation familiale sur ce montant horaire, montant qui dépend d'un part d'un barème inter régime, et d'autre part des ressources et de la composition de la famille.

La consultation des ressources et de la composition de la famille est nécessaire pour le calcul du prix d'accueil

Dans un cadre de simplification des démarches, il est proposé un nouveau téléservice permettant la consultation des ressources pour la PSU à partir du portail « msagrandsud »

La présente convention a pour objet de permettre aux structures d'AJE ou aux collectivités territoriales gestionnaires d'avoir accès aux ressources et à la situations familiales des allocataires qui souhaitent y inscrire leur(s) enfants(s) au travers d'un nouveau bouquet de services ouvert aux partenaires AJE et accessible via le portail.

La convention est annexée à la présente délibération.

Les conclusions du rapport mises au voix sont adoptées à l'unanimité.

Ainsi délibéré à Quillan, le 5 mars 2020

Transmis au représentant de l'Etat, le

06 mars 2020

Le Président certifie qu'un extrait de la présente délibération a été affiché

conformément à la loi, le 06 mars 2020

Pour extrait conforme



REÇU EN PREFECTURE

Le 06/03/2020

Application agréée E-legalite.com

99_DE-011-200043776-20200305-DB_2020_010



santé
famille
retraite
services

MSA Grand Sud



REÇU EN PREFECTURE

Le 06/03/2020

Application agréée E-legalite.com

99_DE-011-200043776-20200305-DB_2020_010

2020

**Convention de service relative au service extranet de consultation des Ressources
pour la Prestation de Service Unique entre**

la caisse de MSA GRAND SUD et

Commune de Pyrenées Audoises
(la structure d'AJE ou la collectivité territoriale gestionnaire)

N° de convention :

Entre :

La Caisse de MSA Grand Sud

dont le siège est situé : Z.A.C. Bonne Source 10 Rue Aristide Boucicaut 11100 Narbonne
représentée par son Directeur Général, Monsieur Denis RAMET,

et

La structure d'accueil du jeune enfant (AJE) *Communauté de Communes Pyrenées Audoises*

Dont le siège est situé *1 Avenue François Mitterrand 11500 BILLAN*

Représentée par *FRANCIS SAUZY, président*, en sa qualité de gestionnaire
désignée ci-après "la structure d'AJE" ou "la collectivité territoriale gestionnaire"

Il a été convenu ce qui suit,

PREAMBULE

La prestation de service unique (PSU) a été mise en place, conformément au décret n° 2000 -762 du 1er août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique (deuxième partie: Décrets en Conseil d'Etat) pour financer les établissements et services d'accueil des jeunes enfants et réduire en conséquence la participation de la famille.

Le principe général de la PSU est de garantir à la structure d'Accueil du Jeune Enfant (AJE) gestionnaire un montant de financement à l'heure d'accueil de l'enfant, montant qui comporte la participation de la Caisse (Caf ou Cmsa) et la participation de la famille.

La structure d'AJE ou la collectivité territoriale gestionnaire effectue le calcul de la participation familiale sur ce montant horaire, montant qui dépend d'une part d'un barème tarifaire inter régime, et d'autre part des ressources et de la composition de la famille.

La consultation des ressources et de la composition de la famille est nécessaire pour le calcul du prix d'accueil, financé par la CMSA au titre de la Prestation de service unique (PSU).

Dans un cadre de simplification des démarches, il est proposé un nouveau téléservice permettant la consultation des ressources pour la prestation de service unique (PSU) à partir du portail "msagrandsud.fr".

Les informations communiquées sont des informations confidentielles et à ce titre il est indispensable de les transmettre dans un cadre sécurisé.

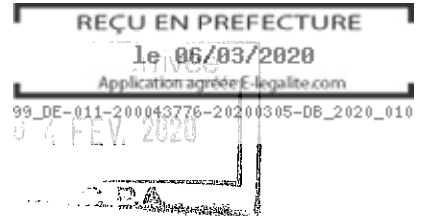
Dans un cadre de simplification des démarches, il est proposé un nouveau téléservice permettant la consultation des ressources pour la prestation de service unique (PSU) à partir du portail "msagrandsud.fr".

Les informations communiquées sont des informations confidentielles et à ce titre il est indispensable de les transmettre dans un cadre sécurisé



santé
famille
retraite
services

MSA Grand Sud



Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de permettre aux structures d'AJE ou aux collectivités territoriales gestionnaires d'avoir accès aux ressources et à la situation familiale des allocataires qui souhaitent y inscrire leur(s) enfant(s), au travers d'un nouveau "bouquet de services" ouvert aux partenaires AJE et accessible via le portail "msagrandsud.fr".

Ce téléservice est accessible sur Internet au travers d'un Bouquet Tiers Structures d'AJE.

Article 2 : Documents conventionnels

Les parties s'engagent sur :

- La présente convention,
- L'Annexe1 : partage des données dans le domaine social

Article 3 : Description du service de consultation des ressources pour la PSU

La CMSA met à disposition de la Structure d'AJE un service de consultation des ressources des allocataires demandeurs d'une garde d'enfant. Ce télé service est accessible sur Internet au moyen d'un identifiant délivré par la CMSA.

Ce service permettra d'avoir accès aux informations relatives aux allocataires de la MSA.

Les informations sont classées en 4 rubriques :

- Coordonnées du dossier
- Situation Familiale
- Ressources hors Prestations Familiales
- Recherche (pour afficher le montant de Ressources par période de validité).

Il permet à l'utilisateur de consulter le dossier de l'allocataire selon sa propre organisation de travail, indépendamment des horaires des interlocuteurs ou des services de la CMSA.

Article 4 : Accès au service de consultation des ressources pour la PSU

Art. 4-1 Formalités d'accès préalables

L'agent de la structure d'AJE ou de la collectivité territoriale gestionnaire, utilisateur du téléservice, ne peut s'inscrire individuellement. L'autorisation d'accès est obtenue via un document contractuel individuel et nominatif, signé entre la structure d'AJE ou la collectivité territoriale gestionnaire et la CMSA.

Le directeur de la structure d'AJE ou le représentant de la collectivité territoriale gestionnaire adresse à la CMSA une demande d'accès au téléservice de consultation des ressources pour la Prestation de Service Unique à l'aide du formulaire ' demande d'accès au télé service PSU ' annexé à la présente convention.

L'inscription à ce service est une inscription manuelle assurée par un agent MSA habilité.

Art. 4-2 Habilitations

Suite à la signature de la Convention et réception de la demande d'accès au télé service dûment complétée et signée, la CMSA délivre une notification d'habilitation à la structure d'AJE ou à la collectivité territoriale gestionnaire précisant l'identifiant et le mot de passe attribués.

La structure d'AJE ou la collectivité territoriale gestionnaire est enregistrée dans le référentiel des tiers, puis dans l'annuaire des extranètes. Elle est répertoriée en fonction du bouquet auquel elle est habilitée.

Art. 4-3 Accès au service

L'accès à l'application se fait par le portail Internet "msagrandsud.fr".

Pour accéder au service de consultation (PSU), l'utilisateur doit saisir son identifiant et son mot de passe dans le bloc de connexion.

Le mot de passe communiqué est strictement personnel et confidentiel et ne doit pas être divulgué.

Dans un souci de confidentialité et de sécurité, il est fortement conseillé à l'utilisateur de changer régulièrement son mot de passe. Par ailleurs, dès sa première connexion, l'utilisateur est obligé de modifier son mot de passe.



MSA Grand Sud

A l'ouverture du service, un bloc de saisie du matricule permet de rechercher l'adhérent concerné. Si la structure d'AJE ou la collectivité territoriale gestionnaire peut consulter les ressources d'un adhérent d'une autre CMSA, elle devra passer une autre convention avec cette caisse. Les identifiants et mot de passe seront différents.

Art. 4-4 Disponibilité du service

Le service extranet "consultation des ressources pour la PSU" est ouvert 7 jours sur 7 pour permettre à l'utilisateur de consulter les dossiers selon sa propre organisation de travail indépendamment des horaires des interlocuteurs ou des services de la CMSA.

Art. 4-5 Accès au dossier de l'adhérent MSA (PSU)

Après s'être identifiée et authentifiée, la structure d'accueil ou la collectivité territoriale gestionnaire peut avoir accès aux données de ressources pour la PSU, relatives à l'allocataire de la MSA à partir :

- du NIR de l'allocataire MSA
et
- du nom de l'allocataire MSA

Seule la combinaison de ces deux données permet d'avoir accès aux données de ressources pour la PSU de l'adhérent MSA.

Cette procédure permet notamment d'éviter tout risque d'erreur.

Article 5 : Engagements des parties

La CMSA s'engage à :

- assurer et maintenir une bonne qualité du service extranet
- assurer une ouverture du service de 5h à 23h, 7 jours sur 7, avec une disponibilité supérieure à 98%
- fournir les identifiants et mot de passe pour accéder au service.

La structure d'AJE ou la collectivité territoriale gestionnaire s'engage à :

- respecter les règles du secret professionnel et notamment ne pas divulguer d'informations auprès de tiers non autorisés ;
- en cas de perte ou de vol des identifiants, en informer la CMSA immédiatement afin qu'une nouvelle habilitation soit délivrée.
- Informer les familles que la CMSA met à leur disposition ce service internet à caractère professionnel leur permettant de consulter les éléments de leur dossier, nécessaires à l'exercice de leur mission.
- respecter l'intégralité de la convention et de son annexe.

Article 6 : Confidentialité et protection des données

Art. 6-1 : Confidentialité et secret professionnel

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Les données mises à la disposition du client, qui sont échangées dans le cadre de ce dispositif, qu'elles soient ou non à caractère personnel, sont des données confidentielles et couvertes par le secret professionnel, tel que défini aux articles 226-13 et suivants du code pénal.

Concernant notamment la confidentialité des données à caractère personnel, chaque partie s'engage à faire respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les parties conviennent que les données mises à la disposition du client qui sont communiquées dans le cadre de l'application de ce dispositif, ne peuvent être divulguées ou retransmises qu'à des personnes physiques ou morales autorisées.

La structure d'AJE ou la collectivité territoriale gestionnaire s'interdit toute communication d'informations écrites ou verbales ou toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la CMSA.

Les parties s'engagent à respecter de façon absolue lesdites règles et obligations, et à les faire respecter par les utilisateurs qu'ils auront autorisés à accéder aux services.



santé
famille
retraite
services

MSA Grand Sud



REÇU EN PREFECTURE
Le 06/03/2020
Application agréée E-legalite.com
99_DE-011-200045778-20200305-DB_2020_010

Art. 6-2 : Protection des données

Conformément à l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et tels que définies aux articles 6 et 7 de la présente convention, les parties sont tenues de prendre toutes mesures nécessaires pour préserver la sécurité et la confidentialité des données et empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Les parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susvisée et, notamment, à effectuer les formalités déclaratives ou modificatives CNIL nécessaires.

Chaque déclaration ou modification doit être communiquée à la partie qui en fait la demande.

Art. 6-3 : Modalités de l'exercice du droit d'opposition de l'adhérent

Conformément à l'article 38 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'adhérent MSA a le droit de s'opposer, pour des motifs légitimes, à ce que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement.

En conséquence, la mention CNIL indiquée sur les formulaires transmis à l'adhérent MSA précisera la modalité relative à l'exercice du droit d'opposition. Ce droit d'opposition s'exerce auprès de la CMSA dont relève l'intéressé.

En conséquence, si un adhérent a exprimé son droit d'opposition auprès de la CMSA dont il relève, la structure d'accueil ou la collectivité territoriale gestionnaire ne pourra donc pas consulter via le portail "msagrandsud.fr" les données de ressources pour la PSU de cet adhérent MSA. L'information sera indiquée dans le dossier de l'adhérent MSA, via le portail "msagrandsud.fr".

Article 7 : Sécurité

Art. 7-1 Sécurité des informations échangées

La consultation des données des dossiers allocataires est sécurisée par un système de cryptage qui empêche toute lecture de ces données par des tierces personnes (protocole SSL).

Dès que l'internaute accède à la page d'identification, l'application passe en protocole sécurisé (https).

Le champ de compétence des structures d'AJE peut recouvrir plusieurs départements. Lorsque ces départements sont gérés par la même caisse, la connexion permettra de consulter les ressources de l'ensemble des adhérents.

Afin d'éviter que des données personnelles restent affichées en permanence à l'écran, un système dit "time out" est mis en place : Si l'utilisateur n'a procédé à aucune saisie pendant ce délai, il sera alors mis fin automatiquement à la session.

A la reprise de la consultation, l'internaute est redirigé vers la page d'accueil du portail "msagrandsud.fr" où il devra de nouveau saisir son identifiant et son mot de passe.

Art 7.2. Sécurisation en matière d'accès

Les abus constatés peuvent entraîner une rupture de la convention.

La CMSA se réserve, par ailleurs, la faculté de suspendre, temporairement ou définitivement, l'accès à l'Extranet du portail "msagrandsud.fr" en cas de suspicion d'accès frauduleux ou d'utilisation non appropriée de ce service.

Article 8 : Propriété intellectuelle des logiciels, applications et matériels

La CMSA demeure propriétaire des logiciels et applications qu'elle met en Suvre pour l'application de ce service.

La signature de la présente convention ne saurait entraîner de plein droit une quelconque cession de droit de propriété intellectuelle sur les logiciels et matériels utilisés pour la mise en Suvre de ce service.



santé
famille
retraite
services

MSA Grand Sud



REÇU EN PREFECTURE
Le 06/03/2020
Application agréée E-legalite.com
99_DE-011-200043776-20200305-DB_2020_010

REV. 2020

Article 9 : Gestion de la convention

Art. 9-1 : Durée et date d'effet de la convention

La convention prend effet à la date de sa signature par les parties et sous réserve de la transmission de la déclaration CNIL.

La convention est établie pour une durée d'un an. Elle est ensuite renouvelable tacitement par périodes d'un an, sauf dénonciation par l'une des Parties adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant chaque échéance.

Art 9-2 : Résiliation pour inexécution des obligations

En cas de manquement par une des parties à l'une de ses obligations contractuelles, la convention peut être résiliée à tout moment par l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La résiliation prend effet 30 jours après réception par la partie défaillante de ladite lettre.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à toute demande de dommages et intérêts auxquels la partie lésée pourrait prétendre en vertu de la présente convention.

En tout état de cause, en cas de résiliation de la présente convention, les parties sont tenues aux engagements pris antérieurement, et notamment au respect des dispositions prévues à l'article 6.

Art.9-3: Modification des documents conventionnels

Toute modification de la présente convention ou de son annexe n'est prise en compte qu'après la conclusion d'un avenant signé par le représentant de chacune des parties.

Les périodes de tests et d'expérimentations ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant.

Article 10 : Règlement des litiges

Les parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention.

A défaut d'un règlement amiable, tout litige résultant de la convention sera soumis à la juridiction compétente.

Personne habilitée par le directeur de la structure à utiliser l'espace privé de la MSA Grand Sud :

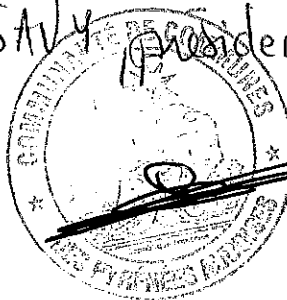
Nom : DUMAS Prénom : RÉGINE

Numéro de téléphone : 0468 20 00 10 Adresse mail : regine.dumas@pyrénéesoculaires.fr
Accueil CCRA

Fait à Quillan le 5 février 2020.

Pour la structure d'accueil
Nom et qualité du représentant

F. Savy président.



Pour la MSA Grand Sud

Le Directeur Adjoint

Olivier Souldard

REÇU EN PREFECTURE

Le 06/03/2020

Application agréée E-legalite.com

99_DE-011-200043776-20200305-DB_2020_010